



2 mai 2010

Grèce/UE : NON AU PLAN DE CASSE SOCIALE

Le « remède » et le mal se confondent !

Solidarité totale avec les salariés, les jeunes, les retraités grecs qui manifestent par centaines de milliers contre le plan de casse sociale et économique de leur pays !

L'Etat français n'a pas à cautionner, par un « prêt » à intérêt, ces mesures iniques, un recul social inédit dans un pays d'Europe depuis des décennies, le diktat de l'UE et du FMI.

Français, nous sommes pleinement concernés. La résistance du peuple grec est un point d'appui contre la même politique qui nous frappe.

Pas un sou pour la finance, pour les intérêts usuraires des banques et des spéculateurs que la politique des gouvernements et de l'UE n'a cessé d'engraisser ! A eux de payer, de rendre l'argent qu'ils ont détournés!

La crise « grecque » est aussi peu grecque que la grippe était mexicaine. L'UE et le FMI soutiennent le peuple grec comme la corde le pendu.

La situation économique de la Grèce est le résultat de la même politique menée, en toute connivence, par les gouvernements des pays européens, de droite ou de « gauche » (en Grèce, il est socialiste) et par l'instrument dont ils se sont doter pour échapper à la résistance des peuples, l'Union européenne. Une politique en faveur des capitalistes.

La Grèce est touchée davantage et plus tôt parce que son économie est moins développée et parce que son Etat démocratique est plus faible.

Au nom de la « crise », depuis deux ans, les gouvernements européens ont multiplié les cadeaux aux banques, aux grands trusts pour maintenir leurs profits. Ils ont creusé d'autant les fameux « déficits » qui servent à justifier, partout, les politiques de casse sociale qui aggravent les causes mêmes de la crise.

L'UE sert de prétexte pour justifier, présenter comme l'unique voie, ces politiques nationales. Elle en est aussi l'instrument, avec l'euro, qui renforce la mise en concurrence (dite « libre et non faussée ») de tous contre tous.

Le choix de l'euro fort, mis en œuvre par une BCE, absolument pas « indépendante » des capitalistes, favorise les placements financiers et les délocalisations. Il sert les économies structurellement exportatrices comme celles de l'Allemagne (mais pas les salariés allemands).

A l'intérieur de la zone euro, la monnaie unique renforce la concurrence dans le marché unique. Elle écrase les secteurs économiques plus faibles des pays, privés de la possibilité de jouer sur leur monnaie pour protéger leur développement.

Voilà la politique que l'on veut faire payer, le plus durement, aux salariés, aux retraités, aux jeunes grecs, avec des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans le secteur public, la baisse de 15 à 20% des salaires, le report de l'âge de départ en retraite à 65 ans, la hausse de la TVA. Les armateurs, les financiers grecs, qui détiendraient eux-

mêmes 45% de la dette du pays (l'Etat s'est endetté auprès d'eux tout en leur faisant des cadeaux fiscaux), ne sont pas touchés, au contraire.

La Grèce aujourd'hui, les autres pays de l'UE demain, y compris la France. Le pouvoir sarkozyste a creusé la dette publique à tour de bras de détaxation et d'exonération pour les patrons. Pour casser maintenant les retraites, on sent qu'il est gêné par l'opposition populaire. Une dramatisation des « déficits », à la grecque, serait le moyen d'aggraver brutalement sa politique antisociale, avec l'aide de l'UE et de la finance.

Quelle hypocrisie ! Les Etats renflouent les banques pour mieux s'endetter auprès d'elles. On donne à des « agences de notation » et aux spéculateurs, qu'on alimente, une importance extravagante. On présente l'UE (et le FMI), qui sont responsables de la situation, comme de gentils et généreux sauveurs face des nations « fraudeuses » comme la Grèce ou « égoïstes » comme l'Allemagne.

L'UE pose ses conditions au peuple grec, après avoir laissé se dégrader encore la situation: l'hyperaustérité ! Le carcan du Pacte de stabilité fonctionne toujours à sens unique. Et surtout « pas touche à l'euro », bien que les journalistes soient incapables de citer un seul avantage à la monnaie unique pour les peuples (Si la drachme existait encore, les Grecs auraient payé moins cher une dévaluation, mais surtout il serait resté une issue pour une autre politique dans le cadre national).

Par centaines de milliers, les travailleurs grecs donnent le signal de la Résistance. Le 5 mai, une journée de grève générale est organisée contre le nouveau plan de casse sociale. Tout le monde doit reconnaître que nos camarades du Parti communiste grec (KKE) et les syndicats qu'ils influencent jouent un rôle déterminant dans leur organisation alors que les syndicats socialistes peinent à contenir la colère populaire.

Apportons notre soutien plein et entier aux travailleurs grecs ! S'ils arrivent à mettre en échec leur gouvernement et les diktats de l'UE, ce sera un appel d'air formidable pour tous les peuples.

En France, dénonçons la prétendue « aide », des milliards d'euros de « prêts à intérêt », grevés sur le budget de notre pays que l'UMP et le PS se préparent à voter au Parlement.

Refusons de cautionner la saignée du peuple et de l'économie grecs !

Aux banques, aux spéculateurs, aux grands groupes capitalistes de payer, de rembourser ce qu'ils ont détourné !

Ici, combattons la même politique ! Dénonçons les cadeaux au patronat et au capital qui plombent les finances publiques ! Exigeons la nationalisation du secteur financier ! Combattons l'euro et la BCE en promouvant l'idée d'une monnaie commune (et non unique) de coopération entre les Etats pour le remplacer !

En 2005, en votant NON à la constitution européenne, le peuple français a ouvert une brèche. Le peuple grec est peut-être en train d'en ouvrir une autre à la politique de l'UE du capital. C'est urgent !

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENNVOYER A PCF ,